

Maintenant, peut-on nous dire de quel droit cet Ordre veut demander à la Législature de prendre sur les revenus de la province une somme destinée à l'aider dans l'exploitation de l'industrie que nous venons d'exposer plus haut ?

C'est pourtant là la demande étrange qui vient d'être faite au Parlement de Québec.

Elle n'a pas eu grand succès, cette demande.

Quoi, c'est au moment, où, comme nous le montrons dans nos articles sur *Les Ecoles de la Province*, le budget des Ecoles Élémentaires de la Province est démesurément bas, lorsque l'Etat ne dépense en certaines places que \$1.46, une piastre par élève par année et \$55 par professeur par année, on viendrait arracher des souscriptions pour reconstruire un palais où se forme une aristocratie dans notre peuple démocratique.

Non, cela ne se peut et cela ne se fera pas.

Nous ne soulevons aucune objection contre la reconstruction de Villa-Maria, ni contre la continuation du fructueux métier de marchandes de soupe qu'y font ces bonnes Sœurs, mais, du moment qu'elles ne donnent rien pour rien, du moment que les parents se saignent à blanc pour donner à leurs enfants une éducation qui, malheureusement, reste médiocre, nous ne voyons pas pourquoi on leur ferait payer deux fois : d'abord pour bâtir le couvent, puis pour l'habiter.

Voici notre façon de considérer la question, aussi combattons-nous la demande qui, d'ailleurs, a paru bien mal reçue.

Notre devise est celle-ci : tout pour l'instruction, rien pour les marchandes de soupe.

DUROC.

L'INCIDENT DAVID "LA CROIX"

Lorsque M. Globensky, seigneur du Plateau des Chênes, se mit à la tête du mouvement de protestation contre l'érection d'une statue au brave Chénier, et entama contre le patriote tombé sous les balles de Colborne, une campagne de presse aussi brutale que fautive au point de vue historique, beaucoup de person-

nes, nous entre autres, s'imaginaient voir sortir de sa retraite le défenseur attitré des patriotes, celui qui, dans notre province, s'est acquis par des années de lutte incessante le beau titre d'"avocat des martyrs de 37-38."

Nous nous attendions que M. L. O. David, dont tous les discours sont empreints de cette farouche dévotion aux victimes de cette époque troublée, ne manquerait pas de faire entendre sa voix.

Nous attendions en vain ; est-ce l'âge, sont-ce les déboires, le découragement, est-ce la signature de M. Desjardins ou celle de M. Grenier, toujours est-il que cette protestation anxieusement épiée ne venait pas.

Le bureaucrate de St. Eustache avait beau sortir pour la cinquantième fois ses papiers jaunis et les témoignages de ses fameux curés chouayens, la plume, qui avait tant de fois répondu à ces insultantes bravades du hobereau polonais, restait sèche au fond de l'étrétoire municipal.

Devions-nous laisser ainsi s'accréditer une nouvelle légende ; devions-nous laisser entrer dans le cerveau du peuple la conception bureaucratique de la révolte de 37-38 ; devions-nous laisser passer les Globensky et les Paquin pour des héros, Chénier et ses compagnons pour des lâches ; devions-nous laisser le Plateau des Chênes écraser les vaincus de sa haine après les avoir assommés de ses boulets ?

Nous ne l'avons pas cru. Nous sommes retournés dix ans en arrière, et nous avons retrouvé le David des beaux et des grands jours d'enthousiasme ; nous avons jeté un voile sur ses dix années de luttes et de découragement politique ; nous l'avons repris avant que le collier d'or des faveurs municipales ait enchaîné sa main prompte à la riposte.

Nous avons puisé dans un volume, qui est du domaine public, une réponse à M. Globensky, qui est la même aujourd'hui qu'elle était hier.

Est-ce notre faute à nous si la presse chouayenne de Montréal est entre les mains d'ignorautes et d'ignares qui ne connaissent pas le